

Le Burundi expulse quatre experts de l'OMS

Deutsche Welle, 14.05.2020 Covid-19 : quatre experts de l'OMS sont sommés par les autorités de quitter le Burundi, quelques jours de la présidentielle. Il s'agit du Dr Walter Kazadi Mulombo, représentant de l'OMS au Burundi, de deux employés de l'OMS, le Dr Jean-Pierre Mulunda Nkata, coordinateur de la riposte contre le coronavirus au Burundi et le Dr Ruhana Mirindi Bisimwa, chargé du programme contre les maladies transmissibles, et d'un consultant, le Pr Daniel Tarzy, un expert en biologie moléculaire.

"C'est toute l'équipe de l'OMS chargée d'appuyer le Burundi dans sa riposte contre le Covid-19." Ils sont expulsés alors que le ministre de la Santé a exclu totalement l'OMS des programmes de lutte contre le coronavirus, l'accusant "d'ingérence inacceptable dans sa gestion", a expliqué à AFP un responsable burundais, sous couvert d'anonymat. Il y a un mois, le ministre burundais des Affaires étrangères avait déjà engagé la même procédure contre les quatre fonctionnaires. Mais il avait suspendu cette décision après des échanges entre le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza et le directeur général de l'OMS, selon des sources diplomatiques et administratives. A quelques jours du scrutin ? Ces expulsions ont lieu quelques jours avant les élections présidentielle et législatives du 20 mai, et alors que le gouvernement burundais est accusé par des médecins et l'opposition de cacher des cas de Covid-19. Le pays n'a pour l'heure officiellement recensé que 27 cas positifs, dont un décès. Le gouvernement burundais, qui estime que le pays est protégé du Covid-19 par la "grâce divine", a décidé de la fermeture de ses frontières, mais n'a pris aucune mesure de confinement, contrairement à la plupart des autres pays de la région. Depuis le début de la campagne, les réunions politiques ont lieu normalement et attirent d'immenses foules, sans que de telles mesures sanitaires soient mises en place. L'action de l'ONU La commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi "regrette profondément" l'expulsion des membres de l'OMS. Elle s'inquiète par ailleurs dans un communiqué des violences pouvant être commises autour du scrutin du 20 mai prochain. "Notre Commission alerte les autorités burundaises et la communauté internationale sur les risques d'une telle aggravation de l'intolérance et de la violence politique à l'approche des élections", relève Doudou Diagne, le président de la commission.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});